

DEBATS

Mehmet Ali Birand, Journaliste et écrivain, CNN Türk

Permettez-moi de poser une question sur ce qu'a dit Monsieur Lukyanov. Vous avez tout à fait raison : les vieilles habitudes ont la vie dure. Même de nos jours, l'insécurité persiste, c'est une évidence. Je vais vous interroger à ce sujet et peut-être les participants à la conférence vont-ils vous demander si vous vous sentez menacé. Du point de vue turc, lorsque vous êtes contre les décisions de Washington, vous ne vous sentez pas vraiment en sécurité. Les relations sont formidables ; nous sommes de vieux alliés. Mais il y avait habituellement une attitude: « Faites ce qu'on vous dit. » L'Europe est silencieuse. Est-elle un partenaire silencieux ? Vaste question. Je partage absolument votre avis.

Stuart Eizenstat, Associé, Convington & Burling

Je souhaite dire quelque chose que l'on n'a à mon avis pas entendu à cette conférence. Il est intéressant d'entendre le mot « insécurité. » Dans deux semaines vont se dérouler des élections qui font refléter un autre genre d'insécurité. Les Etats-Unis sont dans l'immédiat la force militaire qui domine le monde. Cependant, je pense qu'il est important de comprendre l'angoisse, la colère et l'inquiétude du peuple américain face à notre situation actuelle. A l'intérieur, nous avons un taux de chômage de 9,5 %, un chiffre jamais vu depuis les années 1930. Ce taux va rester élevé dans les années à venir. En effet, même avec une bonne reprise, dont nous sommes loin, il faudrait cinq ans pour retrouver le niveau du chômage de 2007, lorsqu'a frappé la grande récession.

Le deuxième point concerne les chiffres de la pauvreté, qui sont parus la semaine dernière. 44 millions d'Américains vivent dans la pauvreté ou en dessous du seuil de pauvreté. Parmi eux 25 % d'Afro-Américains, 25 % d'Hispaniques, et 12,5 % d'Américains d'origine asiatique. Un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. Près de 20 % des travailleurs de sexe masculin ayant entre 25 et 54 ans n'ont pas de travail. Voilà des décennies que nous n'avions pas vu un tel chômage de longue durée, de plus de six mois.

En outre, un sentiment particulier se dessine ; les gens sont en colère et sans travail. C'est ici que nous revenons à la question de la gouvernance mondiale. Au cours d'une réunion à l'Hôtel de Ville, un sympathisant du président a demandé : « M. le Président, le rêve américain est-il mort ? » L'idée selon laquelle en travaillant dur et en observant les règles, on peut atteindre un niveau de vie de classe moyenne, est remise en question par beaucoup de gens. Il s'agit d'une situation dangereuse pour ce qui est encore à ce jour la puissance dominante, et même un monde diffus. Cela entraîne des activités convulsives : cela peut forcer les gouvernements à prendre des mesures qu'ils devraient éviter. Cela m'inquiète beaucoup.

Lorsqu'on parle de gouvernance mondiale et d'intégration, on cherche des boucs émissaires, on cherche des problèmes. Je voulais que les gens comprennent ce que nous voulons dire quand nous parlons d'insécurité, que le monde développé est d'une certaine manière en proie à l'insécurité. J'ai été en outre ambassadeur des Etats-Unis et je pense que l'Europe est prête à abandonner des sièges au FMI. Elle comprend les règles du changement, tout comme les Etats-Unis, mais les Américains sont actuellement dans un état psychologique et réel très difficile. Cela peut

entraîner des problèmes pour la gouvernance mondiale ainsi que pour le type de monde intégré que nous avons réussi à construire.

Mehmet Ali Birand, Journaliste et écrivain, CNN Türk

Je suis heureux. Aux Etats-Unis aussi, il y a des problèmes. Si peu de questions. Nous avons 20 minutes.

Hervé Mariton, Député français

Sur la question du double standard, au fond, dans les outils de la gouvernance mondiale, l'OMC fonctionne bien et ma question est de savoir si, après le G20, les membres du panel ont le sentiment qu'il y a des perspectives de voir d'autres outils qui puissent rapidement se construire en pouvoir obligatoire avec des décisions qui auraient vocation à être réalisées, vérifiées et éventuellement sanctionnées ? Quand on constate l'insistance qui a été mise sur le thème du double standard dans la définition de l'économie de marché, mais aussi du double standard dans la définition de la démocratie, on peut tout de même être un peu inquiet - au delà des généralités sur la diffusion du développement et le chemin heureux de la gouvernance - sur une réelle capacité à adhérer à des règles contraignantes si l'on reste sur cette idée de double standard.

Je vais poser la question à Kemal Dervis. Si les autres veulent ajouter quelque chose, vous pouvez.

Meir Sheerit, Membre de la Knesset israélienne

Je m'appelle Meir Sheerit et je viens d'Israël. Ma question s'adresse à M. Eizenstat. En fait, j'ai deux questions. Les Etats-Unis, grâce à leur lien avec la Chine, peuvent-ils résoudre le problème de la guerre monétaire, qui va atteindre des proportions importantes des deux côtés ? Je pense que si les Etats-Unis essayaient d'obtenir une sorte d'accord sur les problèmes monétaires, qui s'influencent mutuellement, le résultat pourrait être bénéfique pour le monde entier. Ils peuvent l'élaborer et suivre ce cadre par la suite. Deuxièmement, après vous avoir entendu, je me demande quelle est votre opinion sur l'issue des élections de novembre aux Etats-Unis.

Mehmet Ali Birand, Journaliste et écrivain, CNN Türk

C'est la question à 10 000 dollars, ça me plaît. Nous allons commencer avec Kemal puis continuer avec M. Eizenstat.

Kemal Derviř, Vice-Président, Economie mondiale et Développement, Brookings Institution

Je pense que ce sera très difficile d'avoir rapidement une autre organisation telle que l'OMC. Je pense que l'on va s'acheminer dans cette direction, mais ça va prendre plus de temps.

L'avantage du commerce est que c'est quelque chose de très réciproque. Par exemple, essayer de doter le Fonds Monétaire International de pouvoirs contraignants – en ce qui concerne la politique monétaire et fiscale des pays – va être plus difficile, parce que la politique monétaire et fiscale est considérée comme quelque chose de beaucoup plus interne que le commerce.

En fait, la politique monétaire et fiscale a beaucoup d'effets sur d'autres pays. Ce que font la Federal Reserve, la Banque européenne ou la Banque de Chine a des effets sur l'économie mondiale, mais je crois que l'on est encore loin d'accepter des règles fiscales contraignantes au niveau global. On a vu combien il est difficile en Europe, après des années de coopération et d'intégration européennes, d'avoir des règles fiscales contraignantes avec le Pacte de stabilité.

Je crois donc que cela va prendre beaucoup de temps, mais le processus – je crois que Jean-Claude Trichet l'a aussi dit hier – d'échanger les vues et d'avoir le Fonds monétaire qui catalyse cet échange d'opinions et de données sur la politique fiscale et monétaire macro-économique des pays est un premier pas assez important.

Ce n'est pas contraignant, mais tous les pays doivent déclarer maintenant quelle est leur politique monétaire et fiscale, comment ils conçoivent l'avenir de leur politique macro-économique. Ils reçoivent des commentaires, le Fonds monétaire catalyse ce processus de *mutual assessment*.

Je pense que c'est un point important, mais ce n'est pas encore ce qui est possible dans le cadre de l'OMC : des sanctions ou des règles contraignantes pour ceux qui ne se plient pas à certaines règles qui ont été agréées. Ça va donc prendre plus de temps.

Mehmet Ali Birand, Journaliste et écrivain, CNN Türk

M. Eizenstat, qui va gagner ? Qui sera le gagnant ?

Stuart Eizenstat, Associé, Convington & Burling

Tout d'abord, sur la question de la monnaie, je pense que la majorité des économistes trouvent la monnaie chinoise sous-évaluée de 25 à 40 %. Il y a une intervention systématique pour maintenir cette monnaie à un bas niveau. Il y a eu un accord à Pittsburgh, au G20, qui a été d'une importance fondamentale. Il s'agissait de mettre un terme aux déséquilibres mondiaux ; les pays excédentaires allaient stimuler la demande intérieure et les pays déficitaires comme les Etats-Unis allaient épargner davantage. Cela n'a été réalisé que de façon très très incomplète.

En ce qui concerne l'accord du gouvernement chinois en juin de cette année en vue de revaloriser la monnaie, le renminbi (RMB ou yuan) ne s'est apprécié que de 2 %. Le Japon intervient pour faire baisser le yen. Le Brésil et la Thaïlande menacent d'imposer des systèmes de surveillance pour empêcher les dollars investissements, les capitaux spéculatifs, d'affluer. Nous sommes à un stade très dangereux et le G20 ne dispose pas d'instances décisionnelles. Il ne dispose pas d'un secrétariat permanent ; il s'appuie sur des sherpas qui se rassemblent deux fois l'an. Lorsque les dirigeants se rencontrent, ils ont un programme chargé qu'il est très difficile de tenir. Cependant, nous devons éviter une guerre monétaire. Entre 2005 et 2008, la Chine a apprécié sa monnaie de 25 %. C'est ce qu'il faut de nouveau faire aujourd'hui.

Pour ce qui est des élections, chacun sera un expert le 3 novembre, mais je crois que la sagesse populaire est probablement dans le vrai. A savoir que les Républicains remporteront la Chambre des représentants et que le Sénat

restera démocrate à une très faible majorité. Cela aura des répercussions significatives sur la seconde moitié du premier mandat du président. Mais ce n'est pas le sujet.

Kanwal Sibal, ancien ministre indien des Affaires étrangères

Pour ce qui est de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), oui, tous ces mécanismes existent. Il y a le mécanisme de règlement des différends, mais qui ne touche que le commerce. L'OMC n'assure pas de services en investissements. C'est un domaine immense oublié des échanges économiques internationaux. En outre, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC est un processus très long et dilatoire et les décisions sont lentes.

A l'occasion, certaines décisions sont prises. Nous avons parlé de présenter les inquiétudes du pays à l'OMC, mais dans l'intervalle, le commerce a été perturbé et on a perdu du temps. Le mécanisme existe ; il est important de le mentionner, car c'est le seul domaine qui présente des mécanismes de contrainte. De manière générale, je ne dirais que cela fonctionne particulièrement bien.

Pour ce qui est de la question des nouvelles décisions au sein du G20 concernant les mécanismes d'obligation des nouvelles institutions, je suis d'accord avec ce qu'a dit M. Dervis. Les pays ne vont pas s'entendre facilement sur un programme d'action maximaliste. Il sera essentiellement minimaliste ; ils vont continuer à maintenir un degré élevé de souveraineté sur les prises de décisions économiques qui sont directement liées à leur propre bien-être économique.

Dans certains domaines, il y aura un consensus sur le fait que l'accord de coopération sert les intérêts de tous, mais au-delà de ça, je pense que ce sera extrêmement difficile. Même dans l'Union Européenne, en ce qui concerne la politique fiscale, il n'y a pour le moment aucun accord. N'hésitez pas à me reprendre si je me trompe. Il y a des domaines très sensibles sur lesquels je ne pense pas que les pays céderont aisément leur souveraineté en matière de prise de décision.

Fu Ying, vice-ministre des Affaires étrangères

Je vais répondre à certaines des questions. Tout d'abord, concernant la base des économies de marché, je suis tout à fait d'accord avec la notion de « double standard ». De notre point de vue, c'est très politique. S'il est question d'intervention gouvernementale, pendant la crise financière, nous avons tous vu de multiples exemples de gouvernements intervenant très lourdement sur l'économie. En ce qui concerne la Chine, la réforme éloigne de plus en plus le gouvernement de ses activités économiques.

En Chine, les entreprises d'Etat sont un héritage du passé. Il était très sage pour la Chine de ne pas laisser les entreprises d'Etat tomber entre les mains de n'importe qui. C'est l'un des succès des réformes de ce pays. Toutes les entreprises d'Etat en Chine doivent fonctionner selon les lois du marché. Si l'on utilise le même standard pour les pays que l'Union européenne et les Etats-Unis reconnaissent comme étant des économies de marché, on découvre qu'ils ne sont pas plus axés sur le marché que l'économie chinoise. Chose intéressante, si l'Union européenne utilisait les cinq standards qu'elle exige de la Chine pour évaluer ses propres membres, certains d'entre eux ne passeraient pas le test.



Je ne suis pas en train de dire que la Chine va survivre sans le statut d'économie de marché ; nous sommes en train de devenir une part importante de l'économie mondiale et du marché mondial. Je suis en train de dire qu'il s'agit d'un double standard. Au sujet de la guerre monétaire, je suis de votre avis ; il ne faut pas s'engager dans une guerre monétaire.

Je suis également sensible à ce qu'a expliqué Stuart sur les sentiments des Américains, mais je suis sûre que les Américains ont traversé de nombreuses périodes difficiles dans leur histoire et ils en sont toujours sortis. Ils savent se défendre. En Chine, la perception générale est que ce ne sont que des difficultés passagères. Nous sommes inquiets du fait que certains Américains chercheront des solutions en-dehors des Etats-Unis, auprès d'autres sources. Toutes les économies s'accordent sur l'idée que l'appréciation du yuan n'aidera pas à la création d'emplois aux Etats-Unis. La plupart des produits que nous vendons aux Etats-Unis ne sont plus fabriqués aux Etats-Unis. Il faudra les acheter soit dans autres pays, soit plus chers en Chine ; cela augmentera les coûts pour vos consommateurs. Prendre le yuan comme principal bouc émissaire ne vous sera d'aucun secours.

En ce qui concerne la Chine, vous avez fait allusion à l'appréciation de 25 % du yuan, mais si vous examinez les relations commerciales sur cette période, notre excédent commercial avec les Etats-Unis a augmenté. Néanmoins, lorsque nous avons arrêté en 2009, lorsque nous avons suspendu la réforme de la monnaie, notre excédent commercial a chuté en raison des difficultés financières. Vous voyez donc qu'il n'y a aucun lien avec la tendance excédentaire de notre commerce. Nous sommes sensibles aux discussions entre Obama et le président chinois. Il a affirmé vouloir repenser les restrictions commerciales aux Etats-Unis concernant l'exportation de produits de haute technologie vers la Chine. Cela aiderait à équilibrer le commerce et par conséquent à entraîner l'appréciation du yuan.

Stuart Eizenstat, Associé, Convington & Burling

Je souhaiterais faire une objection. Il s'agit de deux problèmes; le premier est l'impact économique réel et le second est la question que nous venons d'aborder. Elle concerne les pays émergents, dont le statut s'améliore en observant les règles mondiales. En termes d'impact économique réel, l'Institut Peterson, dont je pense qu'il est le meilleur institut économique international au monde, a récemment mené une étude. Elle a montré des augmentations significatives de l'activité économique aux Etats-Unis. Il y aurait une diminution de notre immense déficit avec la Chine, si le yuan était révalué autant qu'il l'avait été entre 2005 et 2008.

Deuxièmement, il y a la question de la perception. A savoir qu'un pays tente vigoureusement d'indexer sa monnaie sur le dollar de manière à favoriser ses exportations. Ce n'est pas ce que nous avons convenu, ni ce à quoi la Chine s'était engagée à Pittsburgh lors du G20. Le but était de mettre un terme à ces types de déséquilibres mondiaux. Ce qui est arrivé, c'est qu'en raison de l'effort artificiel fourni pour maintenir la monnaie à un bas niveau et pour favoriser les experts, les Japonais, les Sud-Coréens et d'autres disent : « Il faut faire pareil. » Là est le danger ; cela déclenche un cycle qu'il faut absolument éviter. Je pense que Séoul et le G20 sont une échéance importante. Il ne s'agit pas uniquement des Etats-Unis et de la Chine sur la question de la monnaie ; le Brésil, l'Inde, et d'autres pays affirment également que cela affecte notre compétitivité. Nous devons être sur un pied d'égalité.

Mehmet Ali Birand, Journaliste et écrivain, CNN Türk

Merci. C'est la fin de ce débat. Merci, Thierry, pour cette formidable conférence et merci à tous vos intervenants. Ils ont été remarquables. Merci beaucoup.

Mehmet Ali Birand, journaliste et écrivain, CNN Turk

Nous avons écouté les histoires des pays émergents. Passons maintenant aux grosses pointures, aux Américains. Stuart Eizenstat, la question qui me vient à l'esprit est la suivante : les puissances émergentes vous tapent-elles sur les nerfs politiquement ?

Stuart Eizenstat

Non. Ma thématique est la suivante : nous nous situons réellement dans un glissement historique du rapport de force comme le monde n'en a jamais vu auparavant, par sa rapidité, sa profondeur, et sa portée. Il s'agit d'un glissement économique, et lorsque le pouvoir économique se déplace, le pouvoir politique suit le mouvement. On constate un glissement de l'Ouest vers l'Est et le Sud. Si le XX^e siècle a été le siècle américain transatlantique, le XXI^e siècle sera à coup sûr le siècle du Pacifique et du Sud.

La différence est notable, si l'on examine l'émergence des puissances à travers les époques. Il y a eu les Néerlandais, puis les Espagnols et les Anglais après la bataille de Trafalgar, les Allemands, les Américains et l'Union soviétique. Leur essor, lorsque l'un venait à battre l'autre, était en grande partie incontesté. Nous avons aujourd'hui une multiplicité de puissances qui entrent en scène en même temps, créant un monde multipolaire. Ce qui a par conséquent compliqué la gouvernance mondiale.

Dans les années 1970, à la création du G7, les pays du G7 représentaient 62 % du PIB mondial. En entrant dans les années 1990, avec la chute de l'Union soviétique, ce chiffre atteint 66 %. L'aspect dramatique et véloce du phénomène entre alors en jeu. En 1999, il y a à peine dix ans, les pays émergents et les pays en développement représentaient environ 35 % du PIB mondial. En 2009, dix ans plus tard, ils en représentaient quasiment 50 %. En effet, en 2009, au sortir de la grande récession, les pays émergents et en voie de développement sont ressortis de la situation bien plus vite et en bien meilleure forme que les démocraties plus anciennes. En 2009, près de 50 % du PIB mondial provenait des pays émergents et en développement. C'est un cas de figure absolument inédit.

En matière de population, l'Occident est un groupe de sociétés vieillissantes. Les pays émergents comptent aujourd'hui 30 % de la population mondiale. Dans les 25, ce chiffre atteindra 50 %. En conséquence, ces pays exigent, et à juste titre, une place plus importante dans la gouvernance mondiale. Cependant, la question est la suivante : pouvons-nous créer des mécanismes qui accueillent la multiplicité des puissances qui ont soudainement fait leur entrée en scène ? Peut-on parvenir à ce résultat via des moyens qui rendent la gouvernance possible ?

Les principaux défis auxquels nous faisons face – le changement climatique, la prolifération nucléaire, le combat contre le terrorisme, la croissance économique du marché de l'emploi – nécessitent tous une action commune pour être résolus. Cependant, plus les protagonistes sont nombreux, plus il est difficile d'obtenir des structures de gouvernance qui créent des mécanismes décisionnels. Nous sommes réellement à un tournant historique. La question est la suivante : l'influence accrue que les pays en développement demandent à juste titre pourra-t-elle aller de pair avec la capacité de créer un consensus entre les pays développés et les pays en voie de développement ?

Un autre aspect demande à être clairement identifié dans cette nouvelle ère qui est la nôtre. Il ne s'agit pas uniquement du changement, ou comme l'a dit la vice-ministre, de la diffusion du pouvoir. Il s'agit de l'intégration, par le biais de la mondialisation, d'un sort commun. Nous sommes fermement assimilés en tant qu'économie mondiale. Les chaînes d'approvisionnement se déroulent à travers le monde entier ; je suis au conseil d'UPS et nous gérons les chaînes d'approvisionnement. L'iPhone est manufacturé dans sept pays différents. Aucun produit d'une quelconque importance n'est encore spécifiquement américain, européen, chinois, indien ou du Maghreb. C'est un produit mondial. Nous en sommes à ce degré d'intégration commerciale, avec un secteur des entreprises hautement intégré et efficace. Dans ce cas, la gouvernance d'entreprise fonctionne, parce qu'il faut qu'elle fonctionne pour que les produits fonctionnent à leur tour.

La question est la suivante : au niveau politique, pouvons-nous commencer à assurer le même degré d'efficacité ? Notre monde a changé depuis celui qui opposait les Etats-Unis à l'Union soviétique. Nous ne sommes pas dans un monde dans lequel les Etats-Unis et la Chine s'opposent. En effet, nous sommes dépendants l'un de l'autre et d'une certaine manière, tels des frères siamois, nous sommes malgré nous réunis par la taille. Ces nouvelles puissances émergentes ne tiennent pas plus à être dominées par la Chine que par les Etats-Unis.

Permettez-moi de vous livrer des exemples personnels sur les progrès de la gouvernance mondiale ainsi que sur les défis qui persistent. Pour ce qui est des progrès, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est peut-être la seule organisation internationale majeure disposant d'un mécanisme contraignant pour le règlement des différends. Sous l'administration Clinton, à laquelle j'ai participé, nous avons réussi à faire passer au Congrès l'adhésion de la Chine à l'OMC et l'accord de la nation la plus favorisée. C'était à mon sens d'une importance vitale pour l'intégration de la Chine dans un système fondé sur des règles. Les Etats-Unis intentent des procès ; on nous intente des procès. Parfois on gagne, parfois on perd. Le Brésil nous intente un procès ; les petits pays peuvent nous poursuivre, et nous pouvons poursuivre la Chine. Nous sommes tous liés par ces décisions qui sont honorées à la lettre.

Ceci est très intéressant : vous avez absolument raison à propos de la souveraineté. Sur la question de la souveraineté, nous sommes allergiques. Néanmoins, en tant que sous-secrétaire à la Trésorerie, nous avons pris part par deux fois à une situation qui nous a vus perdre contre l'Union Européenne sur notre code des impôts, l'allégation étant qu'il s'agissait d'une subvention à l'exportation illicite. Il n'y a rien de plus souverain que notre propre système fiscal. Cependant, sans faire de bruit, les membres les plus expérimentés du Congrès ont modifié par deux fois la disposition concernant les subventions à l'exportation afin qu'elle soit conforme à l'OMC.

Le deuxième exemple d'intégration et de progrès a été le passage en 2008 à Londres sous l'administration Bush du monde du G7 à celui du G20. Le changement ne s'est pas uniquement joué dans l'appellation : il a été mis à l'épreuve au cours d'une profonde crise à Pittsburgh au tout début de l'administration Obama. Les pays du G20 se sont rassemblés et ont convenu qu'on s'approchait d'une crise financière mondiale et qu'il fallait des mesures de stimulation simultanées. Les mesures de stimulation de la Chine ont été d'une importance vitale dans la prévention d'une crise mondiale. Le système a fait face à une épreuve anticipée.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies et les sanctions contre l'Iran représentent un autre exemple de progrès. D'aucuns pourraient interroger le caractère plus ou moins efficace de ces sanctions ; c'est une autre histoire. Il y a eu quatre cycles de négociations sur les sanctions des Nations Unies, le plus récent ayant bien évidemment eu lieu cette année. La Chine et la Russie ainsi qu'une vaste majorité du Conseil de sécurité dans son ensemble, sans oublier les membres permanents, ont été d'accord. Oui, dans le cas de la Chine et de la Russie ils se sont trompés, mais dans l'ensemble les négociations ont été constructives. Elles ont porté le message que l'Iran avait violé des résolutions antérieures du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'enrichissement iranien.

Permettez-moi de conclure sur des domaines qui comportent encore des failles, qui sont des failles majeures, et dans lesquels j'ai été encore une fois impliqué directement. J'ai dirigé une délégation américaine aux Protocoles de Kyoto. Le changement climatique est un problème mondial. Aucun pays ne peut le résoudre seul. Au sommet de Kyoto, nous avions face à nous la Chine, la Russie et une phalange du G77, comme dans le temps. L'argument était le suivant : c'est vous en Occident qui avez créé ce problème, c'est donc à vous de le résoudre. Pour notre part, nous sommes juste au début de notre industrialisation ; vous ne pouvez pas exiger de nous un sacrifice. C'est à vous de vous sacrifier.

Nous avons uniquement demandé une réduction dans l'évolution de l'augmentation des émissions ; même cela était inacceptable. Nous avons réussi à obtenir uniquement ce que l'on a appelé le Mécanisme pour un développement propre (lorsqu'une entreprise dans un pays développé peut obtenir un abattement fiscal s'il lance un projet d'énergie propre en Inde ou ailleurs). A Copenhague, douze ans plus tard, le résultat n'était pas meilleur. C'était probablement de notre faute, car nous sommes venus accompagnés du roi nu, sans législation du Congrès.

Le cycle d'Uruguay fournit un autre exemple de la nécessité d'une règle de consensus, à savoir : est-ce que ça fonctionne ? Les négociations de Doha sont en cours d'élaboration depuis neuf ans. J'ai assisté à la conclusion du cycle d'Uruguay ; les Etats-Unis et l'Union européenne pouvaient se retirer dans un coin, passer un accord et l'imposer

au reste du monde. Cela ne fonctionne plus de la sorte. Très bien, maintenant nous sommes inclusifs ; reste que neuf ans plus tard, nous sommes toujours aussi loin d'un accord de Doha à cause du critère de consensus.

Il faut également des règles pour empêcher les transferts de technologie. Nous devons nous assurer que les pays plus anciens et les pays émergents ne favorisent pas leurs propres champions nationaux sur les marchés publics. Il faut mettre un terme à l'aide conditionnelle, par laquelle les prêts et les subventions peuvent être alloués aux pays en développement pour immobiliser leurs ressources.

Je terminerai ainsi. A Séoul, dans un mois, nous ferons face à l'épreuve suprême de savoir si cette intégration au G20 peut fonctionner pour un problème plus difficile que celui de la récession mondiale de l'an dernier. A savoir, peut-on éviter une guerre monétaire ? Peut-on avoir un système dans lequel les pays jouent selon des règles convenues et éviter une politique du chacun pour soi qui détruira l'économie mondiale ? Je pense que nous pouvons y parvenir parce que nous sommes très intégrés. Je suis optimiste ; je pense que nous faisons des progrès énormes en un temps très court sur l'effort d'intégrer ces nouvelles puissances émergentes qui sont apparues si rapidement sur la scène mondiale.